



Le pétrole de la Caspienne constitue-t-il un enjeu géopolitique structurant de l'évolution régionale ?

**Mémoire de géopolitique
De l'ingénieur principal Jean-Marc BOUILLET
dans le cadre du séminaire
« Actualité des théories géopolitiques du XIX^e siècle »**

Directeur : Philippe CONRAD

Mars 2006

SOMMAIRE

Remarque liminaire : Le marché mondial du pétrole et le pétrole de la Caspiennepage 10.

1^{re} Partie : Le pétrole de la Caspienne : quel enjeu pour les grandes puissances ?

1/ Les États-Unis : Le « grand jeu » dynamisé par le 11 septembre et l'intégration des questions énergétiques dans les objectifs de sécurité nationale.....page 13

2/ La Russie : Une présence réaffirmée qui instrumentalise ses positions économiques (énergétique !) dominantes.....page 18

3/ La Chine : Le développement de l'influence chinoises dans la région et sa traduction en termes énergétiques.....page 23

2^e Partie : Le pétrole structure les politiques des pays riverains de la mer Caspienne

1/ Dépendances des politiques nationales à l'égard de l'exploitation des hydrocarbures..... page 29

2/ Le tracé des pipelines et les politiques extérieurs..... page 33

Conclusion finale.....page 37

Liste des cartes

Carte n° 1 : Les Etats de la région

Carte n° 2 : les pipelines en Asie Centrale

Carte n° 3 : projets gaziers et pétroliers de la Chine

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le pétrole de la Caspienne constitue-t-il un enjeu géopolitique structurant de l'évolution régionale ?
2. 2005_memoire_geop_pétrole Asie Centrale_BOUILLET
3. Ingénieur principal, Service des essences des armées, BOUILLET Jean-Marc , France
4. 22 mars 2005
5. Division C – groupe C2
6. Mémoire de géopolitique
7. Le pétrole est une variable majeure de l'équilibre géopolitique en Asie Centrale. Les Etats-Unis, la Chine et la Russie ont des intérêts liés à l'économie pétrolière de cette région. Les Etats de la région dépendent des ressources liées aux exportations du pétrole pour se développer et asseoir leur puissance. Dans ce cadre, la construction des pipelines grâce aux capitaux étrangers devient un enjeu majeur qui structure la sécurité de la région.
8. Pétrole, pipeline, géoéconomie, énergie.

Depuis 1991 et la désintégration de l'Union soviétique, l'Asie centrale connaît une instabilité chronique et une crise économique majeure. Depuis cette date, Russes et Américains, les deux anciens adversaires de la guerre froide, se livrent une sourde lutte d'influence pour le contrôle de la région. La situation actuelle rappelle en bien des points la rivalité qui opposa au XIX^e siècle la Russie impériale et la Grande-Bretagne pour la domination de la même région. Qualifiée de «Grand Jeu» par Rudyard Kipling, cette rivalité fut comparée à une partie d'échecs où deux protagonistes jouaient une guerre de positions, en évitant soigneusement une confrontation directe. En 1907, Saint-Pétersbourg et Londres parvinrent à un compromis aux termes duquel l'Asie centrale restait sous le contrôle de la Russie; l'Afghanistan devenant un Etat tampon entre l'empire des Indes et la Russie ; l'Iran étant partagé en deux zones d'influence, russe au nord et britannique au sud. La rivalité géopolitique actuelle, réactivée par le 11-Septembre et le déploiement américain en Afghanistan, n'est pas une répétition du Grand Jeu, mais semble un «Nouveau Grand Jeu», héritier du premier, et transformé par les mutations profondes qu'ont connues depuis un siècle le monde en général et l'Asie centrale en particulier. Le premier Grand Jeu concernait la Russie et la Grande-Bretagne, le nouveau comprend trois protagonistes principaux : la Russie, les Etats-Unis et la Chine. La Grande-Bretagne a laissé sa place aux Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale et un nouveau facteur géopolitique semble intervenir : La mer Caspienne est une mer fermée dont les fonds ainsi que les cinq États littoraux – l'Azerbaïdjan, l'Iran, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan – contiennent d'importantes quantités d'hydrocarbures.

Dans ces conditions, on peut s'interroger sur les rapports entre cette ressource énergétique et le développement global de cette région en se demandant dans quelles mesures le pétrole de la Caspienne constitue-t-il un enjeu géopolitique structurant de l'évolution régionale ?

En effet, en l'état actuel du marché mondial du pétrole, les ressources de la Mer Caspienne semblent devenir un enjeu majeur pour la prospérité de l'économie mondiale (remarque préliminaire) dont l'importance est telle qu'il semble structurer les stratégies des grandes puissances mondiales dans cette région (1^{re} partie). Même à l'échelle des Etats limitrophes de la mer Caspienne, le secteur pétrolier semble déterminer les voies de développement économique et politiques de ces nations en devenir (2^e partie).

Remarque liminaire :

Le marché mondial du pétrole et le pétrole de la Caspienne

Contrairement aux deux premiers chocs pétroliers qui ont résulté d'une rupture de la production de pétrole, la hausse des prix du pétrole depuis 2004 est consécutive la croissance de la demande. Globalement, la croissance annuelle de la demande mondiale de brut semble s'être accélérée depuis 3 ans (2,4% en moyenne, contre 1,2% sur la période 1990-2001). Elle a même atteint un niveau record en 2004 en s'élevant à 3,4%, soit l'équivalent de 2,5 millions de barils supplémentaires, pour atteindre 82,5 millions de barils/jour. Il s'agit du taux le plus élevé depuis 15 ans (1978). Cette très forte accélération de la demande est directement liée à la vigueur de la croissance économique mondiale observée depuis trois ans, avec une moyenne annuelle de près de 4%¹. Un fort consensus s'établit pour estimer qu'en 2005, la consommation sera de 85 millions de barils en 2005 et pourraient atteindre 121 millions de barils/jour vers 2030². Hormis le Japon (où le redémarrage de capacités nucléaires a réduit la consommation pétrolière de 70.000 barils/jour), toutes les zones économiques ont accru leur demande en pétrole et en particulier la Chine (+15,8%) qui a été à l'origine de 33,7% de la croissance mondiale de pétrole et les Etats-Unis de près de 20%.

Le renchérissement du pétrole brut résulte d'une quasi-disparition des capacités excédentaires de production, mais pas uniquement ; les acteurs du marché ont pris conscience de la faiblesse des marges de production disponibles. Alors que ces dernières s'élevaient encore à 6 millions de barils/jour en 2002, elles ont fortement diminué en 2003 pour atteindre entre 1,8 et 2 millions de barils/jour et depuis, elles ne se sont pas reconstituées³. En conséquence, même si pour faire face à la demande l'OPEP a augmenté sa production de 4,5 millions de barils/jour entre avril 2004 et juillet 2005, les inquiétudes subsistent sur la capacité de l'offre à satisfaire la demande ; ce qui conduit à de fortes tensions sur les prix, même s'il n'y a encore jamais eu de rupture d'approvisionnement.

¹ En 2004, toutes les zones ont été concernées, qu'il s'agisse des Etats-Unis (croissance de la demande de 3,3%), de l'Union européenne (croissance de la demande de 2,5%), du Japon (croissance de la demande de 2,7%) ou encore des pays asiatiques en développement (croissance de la demande de 8,2%).

² Rapport du Sénat sur la crise du pétrole, septembre 2005

³ Source : Agence Internationale de l'Energie 2004

Plus que sur l'évaluation des quantités de pétrole encore disponibles, le débat se cristallise sur l'imminence du fameux pic de la production pétrolière mondiale. Il s'agit des deux aspects du même problème d'importance stratégique mondiale. Lorsque le pic de production interviendra, les quantités extraites et commercialisées auront atteint leur maximum et ne pourront plus ensuite que décliner inexorablement. La crise de l'énergie sera alors structurelle. Dans ces conditions, la date à laquelle surviendra cet évènement est capitale ; ce débat d'actualité est polémique. De l'imminence de ce « pic » dépend la capacité des sociétés industrielles à s'y adapter ; plus l'échéance est proche, plus le risque est grand. L'association pour l'étude du « Peak oil » qui rassemble des hauts responsables de grands groupes pétrolier à la retraites (ASPO) estime que le « Peak oil » sera atteint à la fin de cette décennie, car elle ne dénombre que 1750 milliards de tonnes de réserves prouvées. Plus optimistes, Washington, l'IFP, l'Oil and gaz Journal, Total dénombrent des réserves prouvées ou prouvables de l'ordre de 2113 à 2275 milliards de tonnes de brut ; ce qui renvoie le « Peak oil » à deux décennies⁴.

La problématique mondiale en matière d'hydrocarbures se décline donc en termes de ressources (« le peak oil ») et de tension sur le marché. La production actuelle de la région de la mer Caspienne est de l'ordre de 3 millions de barils/jour, ce qui en regard de la production mondiale est peu (3,5%) mais sur un marché parfaitement équilibré, sans marge, ce volume est suffisant pour déséquilibrer l'offre et la demande ; une pénurie de 2 à 3 millions de barils/jour aurait des conséquences prévisibles de grande ampleur sur le renchérissement des prix et les économies mondiales. Actuellement le pétrole de la mer Caspienne intervient donc dans une dimension économique mondiale, mais pas exclusivement.

Les potentialités de la Mer caspienne relèvent aussi de l'ordre de la stratégie mondiale de manière d'autant plus prégnante que le « Peak-Oil » est proche. La région contiendrait entre 2 % et 6 % des réserves mondiales de pétrole, et entre 6 % et 9 % des réserves mondiales de gaz⁵. Les estimations qui, bien que variant d'une source à l'autre,

⁴ La notion de réserves prouvée et prouvables est sujette à caution, d'une part les statistiques fournies par les compagnies pétrolières sont sujettes à cautions, d'autre part le recours aux technologies avancées est de nature à améliorer la production. Le rendement des gisements connus est largement perfectible : actuellement les techniques autorisent l'extraction économiquement de 30 à 40% du contenu des gisements ; il y a 20 ans ce taux était de 10 à 15 %. L'extraction des huiles extra lourdes est une filière en devenir ; le pétrole existe parfois sous une forme quasi solide (comme du bitume) et un gisement de ce type est exploité par Total au Venezuela dont le taux de récupération est de 8 à 10%. Enfin, le forage en très grande profondeur sous terre et sous la mer ouvre de perspectives très prometteuses.

⁵ *BP Statistical Review* (juin 2004),

situent les réserves d'hydrocarbures de la mer Caspienne entre le potentiel de la mer du Nord et celui du Moyen-Orient. En effet, selon les chiffres les plus plausibles, les réserves prouvées en pétrole et en gaz de la mer Caspienne placent ces gisements au deuxième rang mondial, loin derrière ceux du golfe Persique et son pourtour. En revanche, les spéculations sont assez vives quant aux réserves possibles. La fourchette d'estimation se situe entre 7 et 10 milliards de tonnes pour les Russes, entre 7 et 14 milliards pour les Européens et entre 13 et 28 milliards pour les Américains. Ces derniers chiffres, avancés par le Département américain de l'énergie sont contestés par « la plupart des responsables du secteur pétrolier (selon lesquels) le potentiel de la Caspienne ne dépasserait pas un dixième de celui du Moyen-Orient (66 % des réserves prouvées mondiales de pétrole, 33 % pour le gaz ».

Sur les vingt prochaines années, le pétrole restera la principale source d'approvisionnements énergétiques, couvrant 40 % de la consommation énergétique mondiale. Malgré leur caractère secondaire, les réserves en hydrocarbures de la région de la mer Caspienne pourraient contribuer à répondre à la croissance de la demande énergétique mondiale et surtout, en prévision de l'imminence du « peak oil », devenir un enjeu géopolitique majeur.

1^{re} Partie :

Le pétrole de la Caspienne : quel enjeu pour les grandes puissances ?

1/ Les États-Unis : Le « grand jeu » dynamisé par le 11 septembre et l'intégration des questions énergétiques dans les objectifs de sécurité nationale.

Depuis la dislocation de l'URSS et notamment à partir de 1995, la vision des États-Unis à l'égard des pays caspiens semble s'inscrire dans une réflexion globale qui inclut de façon prégnante la sécurité de leurs approvisionnement pétroliers.

Dés septembre 1996, les objectifs principaux de la politique étrangère des États-Unis à l'égard des républiques d'Asie centrale ont pour finalité le soutien au développement de la démocratie et la stabilité d'États indépendants et souverains, ainsi que leur intégration dans la communauté occidentale en développant des liens de sécurité, économiques et politiques avec eux⁶. Ces choix sont clairement exprimés par Zbigniew Brzezinski, – conseiller du Président Jimmy Carter et chercheur au *Center for Strategic and International Studies* – qui soutient notamment que la politique énergétique américaine dans la région de la mer Caspienne s'inscrit dans une vision globale du monde. Dans un ouvrage publié en 1997⁷, il propose « une politique géostratégique cohérente pour l'Amérique sur le continent eurasien ». Constatant que les États-Unis sont devenus, à l'issue de l'effondrement du bloc soviétique, la première et seule vraie puissance mondiale, il assimile l'Asie centrale au « heartland » défini par Mac Kinder et précise que « l'Eurasie demeure l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale, ... le seul théâtre sur lequel un rival potentiel pourrait éventuellement apparaître ». Afin de préserver son hégémonie mondiale, l'Amérique doit alors, selon l'auteur, « s'assurer qu'aucune puissance unique ne prenne le contrôle de cet espace géopolitique ». L'engagement des États-Unis en Asie centrale et dans le Caucase aura donc pour objet, selon Zbigniew Brzezinski, de promouvoir le « pluralisme géopolitique » dans la région, modifiant par extension les

⁶ Article de la Fondation pour la Recherche Stratégique d'Annie FAFALIAN, « La politique américaine concernant les enjeux énergétiques » § 2-1 2003.

⁷ Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997, p223 .

équilibres régionaux observés jusqu'alors. Il est en effet question de « résister aux efforts que la Russie déploie afin de garder le monopole » sur la zone, et de favoriser « un équilibre régional subtil » entre les intérêts russes, turcs, iraniens et chinois. La question des oléoducs et des gazoducs devant acheminer les grandes quantités de gaz et de pétrole la région de la mer Caspienne vers les marchés de consommation est au cœur de cette problématique ; les intérêts pétroliers rejoignent donc la vision américaine du monde. Dans cette perspective, les États-Unis ont cherché à promouvoir le développement rapide des énergies de la Caspienne et leur transport à travers des pipelines multiples pour diversifier les approvisionnements mondiaux, promouvoir l'indépendance des États de la région ainsi que les intérêts des compagnies américaines⁸.

Mais c'est surtout à partir de 1997 que l'intérêt de l'Administration américaine à l'égard des ressources énergétiques de Caspienne est véritablement formulé et qu'une stratégie vis-à-vis des États de la région est articulée et développée. En juillet de cette année, le secrétaire d'État adjoint Strobe Talbott accorde une attention particulière aux ressources énergétiques du Caucase et d'Asie centrale en faisant explicitement référence aux « 200 milliards de barils de pétrole » que contiendrait la région. Les réserves pétrolières de la Caspienne expliqueraient en partie l'intérêt des États-Unis pour la zone, présentée comme « stratégiquement vitale, à la frontière de la Chine, de la Turquie, de l'Iran et de l'Afghanistan »⁹. Quelques mois plus tard, Stuart Eisenstadt, Secrétaire d'État adjoint aux affaires économiques, définit alors les intérêts économiques et stratégiques des États-Unis dans la région de la mer Caspienne en cinq points : indépendance et souveraineté des nouveaux Etats indépendants, règlement des conflits, diversification des approvisionnements énergétiques, soutien aux compagnies américaines, et pression continue sur le régime iranien¹⁰.

La deuxième préoccupation des Etats-Unis qui concourt à donner de l'importance aux ressources énergétiques de la mer Caspienne est la sécurité de leurs approvisionnements extérieurs devenue désormais un enjeu géopolitique, voire militaire majeur¹¹. Les Etats-Unis misent sur le remplacement de la dépendance du Golfe Persique

⁸ Sheila Heslin, « United States' Policy Toward Central Asia », intervention à la conférence organisée par le CSIS le 18 septembre 1996 à Washington et intitulée *Central Asia, Energy and Geopolitics*

⁹ Strobe Talbott, « A Farewell to Flashman : American Policy in the Caucasus and Central Asia », intervention à l'Université Johns Hopkins, *School of Advanced International Studies*, 12 July 1997, <http://www.state.gov/www/regions/nis/970721talbott.html>

¹⁰ Cité par Annie Jaffalian dans l'article « la politique américaine concernant les enjeux énergétiques dans la région de la mer caspienne » fondation pour la Recherche Stratégique.

¹¹ « La stratégie de sécurité nationale reconnaît qu'il est important de renforcer notre sécurité économique. Pour cela nous devons disposer de sources d'énergie diversifiées et fiables » ; discours d'Alan Larson sous secrétaire d'Etat aux affaires économiques commerciales et agricoles (usinfo.state.gov du 28.09.2005)

par celle de l'Afrique, de l'Amérique du sud et de l'Asie centrale. En 2005, environ 60 % du pétrole consommé est importé ; si le Canada et le Mexique sont les deux premiers fournisseurs des États-Unis, le Moyen-Orient et la région du golfe Persique produisent à peu près 16 % des importations américaines de pétrole. L'Arabie saoudite livre 1,6 million des 13,4 millions de barils consommés chaque jour aux États-Unis ; l'objectif est de réduire de plus de 75% les importations de pétrole provenant du Moyen-Orient d'ici à 2025. Cet enjeu pétrolier impose notamment de promouvoir un environnement stable propice au développement des projets énergétiques dans des pays ouverts durablement à l'influence de marché mondial. C'est dans cette dynamique que les États-Unis se sont engagés, dès les années 1995, en faveur de la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) qui s'inscrit d'abord dans un vaste programme géopolitique initié par l'administration Clinton sous le nom de *Washington Caspian policy*. En effet, cette initiative fut davantage motivée par des intérêts plus géopolitiques –réduction de l'influence de la Russie en Asie centrale et dans le Caucase, isolement de l'Iran et promotion du rôle de la Turquie en tant que puissance régionale¹² - qu'économiques car le projet de voie turque représente l'option la moins compétitive par rapport aux voies russe et iranienne. En 2006, le BTC est opérationnel mais des incertitudes économiques persistent toujours quant à l'exploitation et au financement de l'oléoduc car il reste toujours moins rentable que les solutions russe et iranienne. La volatilité des prix du pétrole, mais aussi l'intervention militaire en Irak et la perspective d'une ouverture des marchés internationaux au pétrole irakien représentent de nouvelles menaces qui pèsent sur la viabilité commerciale de cette voie. Pour surmonter ces défis, la diplomatie américaine semble faire confiance à la rationalité du marché pétrolier international¹³ puisque les négociations menées par les industriels du consortium semblent désormais se substituer à l'administration américaine¹⁴.

Alors que les États-Unis sont intervenus dans le Caucase du sud en instrumentalisant le pipeline BTC, à partir de 2001, les USA sont devenus un acteur incontournable de la région de la mer Caspienne dans tous les domaines « géopolitiques

¹² Pour une présentation de la politique américaine des pipelines, voir : Jan Kalicki, « Caspian Energy at the Crossroad », *Foreign Affairs*, September-October 2001, vol. 80, n° 5, pp. 120-134. Jan Kalicki a été conseiller au département du Commerce, chargé de la coopération énergétique avec les nouveaux États indépendants sous l'administration Clinton.

¹³ Participent aujourd'hui au projet : BP (32,26 %), SOCAR (25 %), Unocal (8,9 %), Statoil (8,71 %), TPAO (6,87 %), ENI (5 %), TotalFinaElf (5 %), Itochu (3,4 %), ConocoPhillips (2,5 %) et DeltaHess (2,36 %).

¹⁴ C'est la thèse d' ANNIE JAFALIAN exposée dans *Politique étrangère*, printemps 2004, n° 1, pp. 151-163.
« L'OLÉODUC BAKOU-CEYHAN : PARADOXES ET COHÉRENCE DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DES PIPELINES »

classiques » en justifiant leur projection de puissance dans cette région principalement par la lutte contre le terrorisme¹⁵. Même si, dans cette région, les Etats-Unis continuent à oeuvrer à l'amélioration du climat nécessaire aux investissements dans le secteur pétrolier, les intérêts américains liés au pétrole semblent tenir une place secondaire. Les républiques centre-asiatiques ont surtout développé leur coopération militaire, à l'exclusion de participation institutionnelle relative au pétrole, avec Washington ce qui a été l'élément majeur qui a redéfini les partenariats et la militarisation de la région.

Dans le cadre de l'Opération Enduring Freedom en Afghanistan des soldats américains ont été déployés, au Kirghizstan, sur la base aérienne de Manas. Le Tadjikistan et le Kazakhstan ont, pour leur part, temporairement mis leur aéroport international de Douchanbe et d'Almaty à la disposition de Washington pour des opérations de ravitaillement et d'urgence. Plus loin, en Ouzbékistan, des forces américaines ont également été déployées sur la base aérienne de Karshi-Khanabad (cependant, le Pentagone prépare le retrait de sa base militaire en Ouzbékistan sur demande du gouvernement ouzbek). Parallèlement, les États-Unis ont accordé une assistance financière importante aux États de la région et conclu des partenariats stratégiques élargissant la coopération aux domaines politiques et économiques. Le plus important est le « partenariat russo-américain » qui a été proclamé au lendemain des attentats du 11 septembre. La première consultation russo-américaine sur l'Asie centrale, tenue le 19 octobre 2001, a été l'occasion, pour le président Poutine, d'ouvrir une nouvelle ère de coopération avec Washington. De fait, Moscou ne s'est pas opposé au déploiement de troupes américaines dans la région. Au contraire, le 13 novembre 2001, les présidents Poutine et Bush ont signé une déclaration conjointe sur la nouvelle relation russo-américaine, appelant à la création d'un nouveau cadre stratégique entre les deux pays, ainsi qu'au renforcement des liens entre la Russie et l'OTAN. Le 24 mai 2002, ils ont même proclamé avoir des « intérêts communs » en Asie centrale et « rejeter le modèle de rivalité entre grandes puissances dans la région »¹⁶.

Cette politique déclaratoire n'exclut nullement les sourdes luttes d'influences géopolitiques plus classiques entre la Russie et les Etats-Unis. Engagée en 2003 par le Secrétariat américain de la Défense, la formation de la Garde caspienne a pour objet d'aider l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan à lutter contre les trafics d'armes et le terrorisme par

¹⁵ Les autres vecteurs d'influence, les actions des ONG notamment, sont considérés comme secondaires et ne trouvent pas leur place dans ce mémoire.

¹⁶ Article de la FRS d'Annie Jafalian : « Equilibre géopolitique en Asie centrale », § 1.

l'établissement d'un régime intégré de contrôle aérien, maritime et frontalier. Au début de l'année 2005, le général James Jones, comme commandant de l'US EUCOM, a constaté les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de ce programme¹⁷. Alors que l'oléoduc Bakou-Ceyhan était inauguré au mois de mai, le Pentagone poursuivait ses efforts et annonçait, en août 2005, que 130 millions de dollars seront alloués au cours des six prochaines années au profit de ce projet¹⁸. De plus, dans le cadre de la prévention contre la prolifération des armes de destruction massive dans la Caspienne, l'ambassadeur américain en poste en Azerbaïdjan, Reno Harnish, a ainsi fait état, le 12 octobre 2005, de la construction d'une station radar à Bakou.

Le développement des coopérations militaires des USA en Asie centrale est aujourd'hui reformulé par l'émergence d'enjeux géopolitiques supérieurs au Moyen Orient : la nucléarisation de l'Iran et la montée des Shiites en Irak. Cette actualité rend moins lisible la stratégie américaine en Eurasie qui évolue car, le 29 juillet 2005, l'ambassade américaine à Tachkent a reçu une note du ministère ouzbek des Affaires étrangères appelant les États-Unis à retirer leurs forces de la base aérienne de Karshi-Khanabad dans un délai de six mois. Ce retrait a provoqué de nombreuses spéculations quant à la réaction possible de Washington qui pourraient redéployer ses forces dans les républiques voisines de l'Ouzbékistan. Plus généralement, aujourd'hui, il semble que les Etats-Unis doivent choisir entre une politique active en Asie centrale ou, au contraire, limiter leur présence au strict minimum pour se concentrer sur le Moyen-Orient. Ces ambiguïtés procèdent certainement du constat de la réussite économique de la stratégie américaine : le marché mondial a accès au pétrole de la mer Caspienne de façon durable, le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyan est en exploitation et les économies kazakh et azérie sont structurellement ouvertes aux compagnies pétrolières internationales.

¹⁷ Général James Jones, audition devant le Sénat, Commission des forces armées, 1er mars 2005

¹⁸ Russ Rizzo, « Pentagon Aims to Bolster Security in Caspian Sea Region », *Stars and Stripes*, 10 August 2005.

2/ La Russie : Une présence réaffirmée qui instrumentalise ses positions économiques (énergétiques !) dominantes.

L'effondrement de l'Union soviétique a été généralement interprété comme un vide géopolitique dans le Caucase et en Asie centrale. Pourtant, l'effondrement de l'Union soviétique n'a nullement apaisé « la nostalgie de la puissance » de la Russie, ni fait disparaître sa volonté de maintenir une influence prépondérante dans les frontières de l'ex-URSS ; région qu'elle persiste à considérer comme étant son « étranger proche ». Elle a affirmé ses ambitions dans ces régions en les présentant en tant que sa « *chasse gardée* ». Le préambule du « Plan stratégique de la Russie concernant ses relations avec les Etats membres de la Communauté des Etats indépendants » est sans ambiguïté à cet égard : "Les intérêts vitaux de la Fédération de Russie sont liés à l'évolution de la Communauté des Etats indépendants (CEI); les relations de ses membres constituent un facteur essentiel pour l'intégration de la Russie dans les structures politiques et économiques mondiales »¹⁹. Dans cette perspective, le secteur énergétique a une place essentielle dans les instruments de projection de la puissance Russe.

Les événements du « 11 septembre » ont été exploités par la Russie en condamnant ces attentats et en établissant un lien avec la situation en Tchétchénie. Grâce à un partenariat stratégique avec les Etats-Unis, la Russie renforce son influence dans cette région estimant que les Etats-Unis comprennent sa situation interne face au terrorisme islamique. Cette approche très pragmatique à l'égard des Américains atteste que la présence américaine est considérée comme stabilisatrice dans une région encore vitale pour les intérêts russes²⁰. Cependant, la CEI est demeurée la priorité de la Russie en matière de sécurité. La doctrine militaire Russe de 21 avril 2001 indiquait « La Russie accordait une importance d'ordre prioritaire au renforcement du système de sécurité collective dans le cadre de la CEI sur la base du développement et du renforcement du

¹⁹ Ce « Plan » a été publié le 14 septembre 1995. Cf. Claire Mouradian, « La CEI : un nouvel acteur sur la scène internationale », Problèmes politiques et sociaux, no 760, 12 janvier 1996, Paris, La Documentation française, 83 p. L'extrait cité se trouve aux pages 22 à 25.

²⁰ Cette thèse est développée dans « Le Caucase et les enjeux pétroliers de la mer Caspienne » rédigé en 2001 par JALILLOSOLTAN Nader, enseignant chercheur à l'Université de Franche Comté

traité de sécurité collective ». S'inscrivant dans ce cadre institutionnel, la création formelle de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) par Moscou, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan l'Arménie et la Belarus) donnait un corps à l'un des instruments fondamentaux de la coopération militaire de la Russie avec les membres de la CEI, en mai 2002. L'OTSC marque le début d'une recrudescence de l'activité russe en Asie Centrale ; le principal élément étant l'installation en décembre 2002 de la base militaire de Kant au Kirghizstan. Très récemment, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, de retour du Turkménistan, annonçait qu'une force militaire conjointe, la CASFOR (« Caspian Force »), était en cours de formation²¹. Cette force serait chargée d'assurer la sécurité de la mer Caspienne et de ses ressources énergétiques. Ce projet apparaît, à certains égards, comme une « réponse asymétrique » de la Russie aux Etats-Unis qui essaient de promouvoir la « Garde caspienne ». En appelant les États littoraux de la mer Caspienne à garantir eux-mêmes la stabilité de leur territoire, le ministre russe des Affaires étrangères semblait adresser un signal à Washington, à l'Azerbaïdjan et au Kazakhstan dont les positions étaient jusqu'alors très réservées car ils soutiennent les États-Unis dans le cadre de la Garde caspienne. Mais il faut remarquer que ce projet inclut aussi une participation de l'Iran qui pourrait ainsi devenir un acteur notable de la sécurité régionale. Le projet de la CASFOR illustre les réticences de la Russie à accepter la présence d'acteurs extérieurs au sein de l'espace post-soviétique sans réagir pour tenter de préserver son influence dans la région. Le projet de création de la CASFOR n'est pas nouveau. Les exercices militaires de la Flottille russe de la Caspienne, visant à promouvoir la lutte contre le terrorisme, les trafics de drogue et le crime organisé sont, dans ce domaine, de réels vecteurs d'influence puisqu'ils consistent en des opérations de protection des puits de pétrole et des oléoducs de la région, ainsi qu'en des plans d'assauts contre des groupes militants.

Au delà de l'instrumentalisation des organisations institutionnelles, la Russie fonde sa position régionale dominante par la proximité territoriale et surtout par une interdépendance des économies. Dans ce cadre, les hydrocarbures représentent un outil de coopération et de coercition largement utilisés par la diplomatie russe. Parmi tous les instruments de l'influence russe déployés en Asie centrale - fourniture d'armes, diaspora russe, coopération militaire, accueil des opposants en exil, technologies particulières développées sous l'URSS, etc.- les principaux sont : les oléoducs et gazoducs, qui ont coupé, dès 1991, les pays de la CEI exportateurs d'hydrocarbures (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turkménistan

²¹ Conférence de presse de Sergueï Lavrov, à l'issue de sa rencontre avec le président turkmène le 20 octobre 2005

et Kazakhstan) de l'accès direct à leurs marchés²² et, bien entendu, le monopole dans le transport du gaz et du pétrole qu'exercent les holdings semi-publics Gazprom et Transneft.

Le traité d'alliance du 14 novembre 2005 entre la Russie et l'Ouzbékistan est emblématique ; c'est l'aboutissement d'un an de négociations et fait suite à l'Accord de partenariat stratégique de juin 2004, signé donc à une époque où Tachkent entretenait de bonnes relations à la fois avec Moscou et Washington. Le traité de novembre 2005 inclut les questions militaires et de défense et autorise de fait la Russie à intervenir sur le territoire ouzbek en cas de crise : l'article 4 constitue un support juridique pour l'établissement d'une base russe, l'utilisation d'une dizaine d'aérodromes ainsi que la présence permanente de troupes en Ouzbékistan. Ce qui porterait à trois le nombre de bases russes en Asie. Ce traité comporte également des volets financiers et économiques dans le secteur des hydrocarbures, qui prolongent des accords datant de 2003 et 2004. Selon un accord de partage de production qui devrait être signé en mars 2006 entre Gazprom et Uzbekneftegaz, à la suite du traité, Gazprom se réserverait l'exploitation de gisements sur le plateau d'Usturt (à l'ouest du pays). LUKoil quant à lui exploiterait ceux de Kandym, Khaouzak et Chady, pour une période de 35 ans. Tout en tenant une place majeure dans le jeu d'influence russe le Kazakhstan reste ouvert aux lois du marché²³. Le 10 janvier 2006, en visite au Kazakhstan pour la cérémonie officielle d'investiture à la présidence kazakhe de Noursoultan Nazarbaïev, reconduit à son poste à la présidentielle de décembre dernier, Vladimir Poutine a souligné l'importance de " la coopération dans le secteur énergétique, dont l'acheminement du brut kazakh en territoire russe a fait l'objet d'avancées significatives » ; Cette déclaration faisait allusion à la création puis doublement du CPC et du Atyrau-Samara.

La stratégie russe connaît également un aspect indirect qui relève davantage de la dissuasion que de l'action. La proximité de la puissance russe induit un rapport de force inscrit dans la géographie. Bien que le Caucase soit exclu de la région étudiée, la

²² Cyrille Gloaguen, Institut Français de Géopolitique (Paris VIII). Article : Les hydrocarbures dans la politique étrangère russe : outil de coopération ou de coercition ?

²³ Astana, 24 février 2006 - Le président kazakh a reçu aujourd'hui des hauts responsables du premier groupe pétrolier mondial, l'américain Exxon Mobil. Nursultan Nazarbaev s'est entretenu avec Rex Tillerson, président et directeur exécutif d'Exxon Mobil Corporation, David Nill Willis à la tête d'Exxon Mobil Kazakhstan, et Mark Albert, le président d'Exxon Mobil Development. Cette rencontre a permis de discuter des projets réalisés au Kazakhstan avec la participation d'Exxon Mobil. "C'est avec plaisir que je constate les progrès réalisés par le Kazakhstan sur une période aussi courte, et le développement rapide de la capitale", n'a pas manqué de souligner Rex Tillerson. Le groupe américain figure parmi les principaux investisseurs au Kazakhstan (4 milliards de dollars). Depuis novembre 2003, ce géant mondial du pétrole est également membre du Conseil des investisseurs étrangers - une institution clé placée sous le contrôle de la présidence kazakhe.

résolution de la "crise" en Géorgie mérite d'être étudiée car elle apparaît exemplaire.. En effet, en soutenant les minorités abkhaze et ossète dans leurs guerres contre les autorités centrales de Tbilissi, les Russes ont non seulement contribué à l'instabilité de la Géorgie mais en plus renforcé leur présence militaire dans ce pays, sous forme d'opération de maintien de la paix déployée par la CEI. Même si cette présence militaire peut présenter des aspects sécurisants, elle implique une menace latente fondée sur la crainte que Moscou pourrait facilement déstabiliser le pays si elle était exclue des enjeux pétroliers de la mer Caspienne. Cette position économique dominante est aussi clairement instrumentalisée en Azerbaïdjan : Gazprom envisage de porter le prix du gaz russe au niveau européen moyen, ce qui est considéré comme une pression politique directement sur Bakou mais aussi indirectement sur les Etats pro-occidentaux en montrant son pouvoir sur les données du marché énergétique mondial.

La stratégie d'influence de la Russie concerne l'Iran mais aussi l'Inde de façon indirecte. Actuellement l'Inde qui est de plus en plus présente notamment dans le cadre de l'OCS ne satisfait qu'à 30% ses besoins en pétrole et au cours des dernières années, sa production de pétrole a augmenté de 2,4% par an, alors que sa consommation annuelle a bondi de 6,1%. Il n'est donc pas étonnant que les Indiens évoquent de plus en plus souvent des projets conjoints avec la compagnie russe ROSNEFT notamment. Ils proposent d'acheter une part de YUGANSKNEFTEGAZ pour exploiter en commun le gros gisement de Vankor et de participer au projet de Kourmangazy dans le Caspienne. Mais, le ministre indien en charge du Pétrole, Mani Shankar Aiyar, s'est aussi félicité des récents accords avec l'Azerbaïdjan et les compagnies pétrolières exploitant les ressources de la Caspienne car l'Inde pourra dès octobre prochain importer 600.000 barils de pétrole depuis la Caspienne vers l'Inde et diversifier ainsi ses sources d'approvisionnements se situant essentiellement au Moyen-Orient. Dans un premier temps, la compagnie indienne BPLC mettra à disposition ses pétroliers sur la mer Noire pour récupérer le pétrole de la Caspienne qui transitera par le pipeline Bakou-Soupsa (Géorgie). Les pétroliers traverseront ensuite le Bosphore d'Istanbul, le canal de Suez pour finalement atteindre la raffinerie de Mumbai. Il est prévu de signer en 2006 un accord pour l'utilisation du BTC pour permettre un chargement en Méditerranée. Le ministre indien en charge du Pétrole, Mani Shankar Aiyar, n'a pas exclu l'hypothèse d'utiliser par la suite, en continuité du BTC, le pipeline israélien Eilat-Ashqelon, long de 254 km qui relie la Méditerranée à la mer Rouge, pour réduire les temps de transport et augmenter les quantités d'achat de pétrole

en mer Caspienne. Les intérêts pétroliers indiens conduisent donc l'Inde à mener une politique équilibrée dans cette région.

Enfin, la stratégie de puissance russe se déploie dans cette région par des prises de positions déterminantes au regard du statut de la mer Caspienne. La question du statut de la mer Caspienne est apparue au début des années 1990, date d'ouverture de la région aux compagnies internationales et revêt des enjeux énergétiques considérables car deux notions juridiques s'opposent autour de la question suivante : la Caspienne est-elle une mer ou un lac ? Si l'on considère la Caspienne comme une mer, celle-ci doit être divisée proportionnellement à la longueur des côtes de chacun des pays du littoral. Les pays pourront ainsi exploiter de manière souveraine les ressources énergétiques de leurs eaux territoriales, ce qui favorise les pays disposant de ressources énergétiques importantes dans leurs eaux territoriales. En revanche, si le statut de lac est retenu, les richesses devront être partagées entre les pays riverains. La notion d'eaux territoriales disparaît même s'il reste des zones exclusives propres à chaque pays dans une limite de 45 miles des côtes. Au-delà, de cette distance, la mer Caspienne est alors divisée en zones, et les ressources doivent être exploitées conjointement par les cinq pays de la Caspienne. Les pays qui ont peu de ressources énergétiques sur la Caspienne sont la Russie, l'Iran et le Turkménistan. Ils plaident logiquement pour la thèse du lac où les ressources sont partagées. Alors que l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan qui détiennent la majorité des ressources sont, eux, favorables au statut de mer qui à eux deux détiennent environ 90 % des ressources de la Caspienne. En l'absence de consensus, les rapports de force des Etats limitrophes imposent un état de fait peu propice aux développements économiques et donc cette situation est de nature à renforcer le poids de la Russie. Les intérêts pétroliers nationaux déterminent, là aussi, les lignes de coopération et de division de la région.

Cet aperçu non exhaustif de la stratégie d'influence de la Russie montre que la volonté de Moscou de couper le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan des réseaux d'exportation occidentaux, les divers coups d'Etat qui ont frappé l'Azerbaïdjan dans le milieu des années 90 et l'exploitation par la Russie des conflits ethniques en Abkhazie et en Ossétie du Sud (Géorgie) et au Haut-Karabakh (Azerbaïdjan/Arménie) semblent aujourd'hui dépassés. Le partenariat pétrolier avec les Etats-Unis qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001 et la création du Caspian Pipeline Consortium (CPC), dans lequel Rosneft et Lukoil sont finalement parties prenantes, semblent indiquer que l'intérêt de la Russie est aujourd'hui de stabiliser son espace immédiat.

3/ La Chine : Le développement de l'influence chinoise dans la région et sa traduction en termes énergétiques.

La politique chinoise en Asie centrale semble structurée par deux constantes « géopolitiques » majeures qui se traduisent notamment par des enjeux énergétiques. Dans un monde unipolaire dominé par les États-Unis depuis la fin de la Guerre froide, la Chine a développé une politique encourageant la multipolarité dans les relations internationales, ce qui s'est traduit par le développement de la coopération entre Pékin et les États de l'Asie centrale tout en cherchant à combattre le « séparatisme » ouïgour dans la région autonome du Xinjiang²⁴, pour éviter notamment que l'Asie centrale ne serve de base arrière à d'éventuels groupes armés. Pékin considère en effet qu'il fait face à deux menaces venant d'Asie centrale : une instabilité sur sa frontière occidentale et une agitation potentielle des populations musulmanes du Xinjiang.

L'organisation de coopération de Shanghai est l'outil multilatéral privilégié dans la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue et relève aussi de l'ambition de contrecarrer les ambitions américaines dans la région. Partageant approximativement 3 000 kilomètres de frontières avec les républiques d'Asie centrale, la Chine a fait valoir – dès la dislocation de l'Union soviétique – ses intérêts vis-à-vis des États de la région. L'un des premiers succès de la diplomatie chinoise en Asie centrale a été la création, avec la médiation de la Russie, du « Forum de Shanghai », et dans ce cadre, la Chine et ses voisins centro-asiatiques sont progressivement parvenus à régler leurs différends frontaliers. Les États membres du Forum de Shanghai ont élargi leur coopération à la lutte contre « l'extrémisme religieux », le « séparatisme national » et « le terrorisme international » afin que « leur territoire ne soit pas utilisé pour des activités sapant la souveraineté nationale, la sécurité et l'ordre social ». Leur convergence d'intérêts s'est renforcée à partir de 1999 : en Asie centrale, le mouvement islamique d'Ouzbékistan a provoqué de nouveaux troubles sécuritaires, tandis que l'intervention de l'OTAN au Kosovo a été perçue comme une

²⁴ Riche en ressources naturelles et disposant d'une situation stratégique importantes, cette région est peuplée majoritairement de Ouïghours et de minorités Kazakh, tadjik et Kirghize. Depuis l'indépendance des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale de 1991, des tensions séparatistes et des attentats s'y produisent, entraînant la crainte de Pékin d'une montée du radicalisme islamique.

menace par la Russie et par la Chine en butte aux problèmes de la Tchétchénie et du Xinjiang. Les six États membres de l'OCS ont encore renforcé leur coopération en se dotant d'une Charte constitutive de l'organisation, dont ils ont décidé d'établir le secrétariat à Pékin et inauguré en janvier 2005²⁵.

L'OCS semblait devenir une alternative crédible aux autres organisations de sécurité et la volonté d'assurer la sécurité régionale s'est traduite par des actions concrètes de lutte contre le terrorisme. La Chine a réalisé ses premiers exercices militaires avec les républiques d'Asie centrale à partir de 2002 : des soldats chinois et kirghizes se sont ainsi entraînés à des opérations de lutte contre le terrorisme aux frontières entre les deux pays, en présence des autres membres de l'OCS venus assister à l'événement en tant qu'observateurs ; exercices militaires conjoints de l'OCS - plus 1000 soldats issus des cinq pays membres- organisés de part et d'autre de la frontière entre le Kazakhstan et la Chine pour améliorer l'interopérabilité des troupes dans le cadre d'opérations anti-terroristes.

Ces avancées et ces déclarations doivent quand même être mises en perspective, notamment avec les solides partenariats militaires établis par ces mêmes républiques avec les États-Unis à l'issue du 11 septembre qui remettent partiellement en cause l'ambition de l'OSC en tant qu'organisation régionale de sécurité. Partiellement car la projection de la puissance américaine a provoqué des stratégies de contre-pouvoirs en Asie centrale se traduisant, de fait, par la montée en puissance de la Chine²⁶. L'élargissement de l'organisation à d'autres États de la région est envisagé à plus ou moins longue échéance. Des États ont acquis le statut formel d'observateur au sein de l'OCS : La Mongolie, l'Iran, l'Inde et le Pakistan. En outre, la Chine a retiré les dividendes stratégiques des contestations faites, en Occident, quant à la nature autoritaire des régimes politiques d'Asie centrale. C'est non seulement vers la Russie mais aussi vers la RPC que l'Ouzbékistan s'est tourné pour obtenir de nouveaux soutiens extérieurs²⁷. Partenaire stratégique majeur

²⁵ Rappelant l'importance accordée à la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, ils ont créé le centre anti-terroriste régional proposé par le Kirghizstan en 2001, devenu opérationnel le 17 juin 2004. Basé en définitive à Tachkent, et non à Bichkek, ce centre a contribué à ancrer l'Ouzbékistan dans l'OCS.

²⁶ Annie Jafalian, « Asie centrale : quels partenariats stratégiques pour les États-Unis ? », Annuaire stratégique et militaire, 2004, Paris, FRS, Odile Jacob, pp. 137-149.

²⁷ Recevant le président Hu Jintao à Tachkent le 15 juin 2004, Islam Karimov a signé divers accords de coopération avec son homologue dans le domaine de l'énergie, de la culture et de la sécurité. En visite à Pékin à la fin du mois de mai 2005, soit moins de deux semaines après les événements d'Andijan, il a également conclu un traité de partenariat amical avec la RPC, représentant, selon Hu Jintao, « le fondement politique et juridique du développement des liens entre la Chine et l'Ouzbékistan ».

des États-Unis depuis le 11 septembre, l'Ouzbékistan avait, depuis, été l'objet de pressions politiques croissantes de la part de Washington. Une partie de l'assistance financière octroyée par le Congrès et l'Administration américaine au gouvernement ouzbek sur l'année fiscale 2004 a été conditionnée à des progrès quant au respect de la démocratie et des droits de l'homme. Le 14 juillet 2004, constatant des avancées insuffisantes en la matière, le département d'État américain a gelé une aide d'un montant de 18 millions de dollars destinée à Tachkent. Symbolisant la distance relative prise par Washington vis-à-vis du régime d'Islam Karimov, cette décision a été perçue comme pouvant annoncer, à terme, un rapprochement des liens entre Tachkent et Pékin, moins regardante en matière de droits de l'homme. Enfin, c'est par l'intermédiaire de l'OSC que la Russie et la Chine essayent de reprendre le rôle dominant dans la région, rôle qu'elles ont cédé aux États-Unis suite aux attentats du 11 septembre. Ainsi, le 5 juillet lorsque les présidents russe Vladimir Poutine et chinois Hu Jintao, lors d'un sommet de l'OCS réunissant les quatre Républiques centrasiatiques à Astana au Kazakhstan, ont soumis une déclaration alors sans précédent réclamant le retrait des troupes américaines de la région. La déclaration adoptée soulignait que la présence de troupes étrangères n'était plus nécessaire en Asie centrale. « Comme la phase militaire active dans les opérations anti-terroristes en Afghanistan est en voie d'achèvement" indiquait le rapport, il était temps "d'établir un agenda concernant l'usage des infrastructures provisoires et de la présence militaire de contingents" dans les pays membres de l'organisation. Les demandes du 5 juillet – les premières du genre prises par l'OCS- donnent donc un statut considérable à cette organisation qui peut apparaître désormais comme une alliance importante dirigée par la Russie et la Chine avec qui il faut désormais compter dans la région centrasiatique ; alliance qui représente un défi majeur face au programme de partenariat pour la paix en Asie centrale lancé par l'OTAN.

En dépit des déséquilibres géopolitiques provoqués en Asie centrale par les événements consécutifs au 11 septembre, la Chine semble donc parvenir à préserver son statut de puissance dans la région²⁸. Si son influence dans la zone est encore sans commune mesure avec celle que la Russie et les États-Unis exercent dans le domaine de la sécurité, ces initiatives économiques, en revanche, sont ambitieuses et susceptibles de servir de vecteur pérenne de sa puissance.

²⁸ Conclusion de l'article *publié par la FRS* « Equilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la chine » de Annie Jafalian

Confrontée à une explosion de la demande d'énergie, la Chine a cherché à consolider sa sécurité énergétique et à s'assurer d'un accès aux ressources en hydrocarbures des républiques d'Asie centrale. Le contrôle des ressources énergétiques est un objectif clairement affiché qui s'inscrit dans une politique mondiale qui va de l'Afrique à la mer Caspienne. « L'explosion » de la demande de pétrole en Chine ne s'explique pas uniquement par la croissance économique de ce pays; la demande de pétrole en Chine croît plus vite que le produit intérieur brut²⁹ ce qui ancre cette tendance dans la durée et explique que, dans le champ de la coopération des États membres du Forum de Shanghai, les relations économiques entre la Chine et les républiques d'Asie centrale se sont surtout développées en matière énergétique. Autosuffisante jusqu'en 1993, la RPC est devenue, depuis, un importateur net de pétrole. Deuxième importateur après les États-Unis, la Chine couvre aujourd'hui 37 % de sa consommation pétrolière par des approvisionnements sur les marchés internationaux³⁰. Afin de renforcer sa sécurité énergétique, elle a donc mené – en Asie centrale – une politique d'accès aux ressources à travers une double stratégie : l'acquisition de parts dans les consortiums d'exploitation du pétrole de la région, et le développement de projets d'oléoducs afin d'acheminer la production vers ses propres marchés.

De fait, la Chine a massivement investi dans l'exploitation et la production du pétrole au Kazakhstan. Le 4 juin 1997, la compagnie nationale chinoise de pétrole (China National Petroleum Corporation, CNPC) a acheté 60 % des parts de la société kazakhe Aktobemunaigas, et s'est ainsi engagée à investir dans la zone plus de 4 milliards de dollars sur vingt ans. Cet accord portait sur des quantités de pétrole estimées entre 1 et 1,5 milliard de barils, représentant alors les gisements « on shore » les plus importants du pays. Récemment la CNPC a pris le contrôle de la compagnie de droit Canadien PETROKAZAKHSTAN ; elle est donc en mesure d'accéder à une production supplémentaire de 150 000 barils/jour soit 12% de la production Kazakhe et environ 2,5% des quelques 6 millions de b/j nécessaires à la Chine.

²⁹ la Chine connaît actuellement une dynamique des investissements très forte (autour de 45% du PIB) qui se concentrent dans des secteurs à forte intensité énergétique tels que la production d'acier, de ciment et de produits chimiques. De même, l'urbanisation s'est intensifiée. L'augmentation du niveau de vie des Chinois se reflète dans la très forte progression de l'utilisation du pétrole pour les transports routiers. Les ventes de véhicules ont progressé de 9% en 2004, après une augmentation de 31% en 2003. En conséquence, la consommation d'essence s'est accrue de 22% en 2004, soit près de 200.000 barils/jour et celle du gazole de 18%, soit 85.000 barils/jour.

³⁰ Selon certains analystes, ce pourcentage pourrait être porté à 50 % d'ici à 2010, cf. Thierry Kellner, « La Chine et le pétrole : perceptions sécuritaires et démarche stratégique », p. 73 in Gérard Chaliand, Annie Jafalian, La dépendance pétrolière, mythes et réalités d'un enjeu stratégique, Paris, Universalis, 196 p.

Parallèlement à la négociation de ces contrats, la CNPC a proposé la construction d'oléoducs permettant à la Chine d'importer du pétrole en provenance du Kazakhstan par d'autres voies que celle du chemin de fer³¹. Dès 1997, elle a conclu un accord en faveur de deux projets de pipelines ne transitant pas par la Russie, l'un en direction de la Chine, l'autre, de l'Iran. La première voie reliera les gisements d'Aktyubinsk à la région autonome chinoise du Xinjiang. Le coût élevé du projet, estimé à 3,5 milliards de dollars, et la longueur des distances à parcourir, approximativement 3 000 kilomètres, ont contribué à retarder la finalisation de l'accord. La seconde ligne, qui reste à l'état de projet, nécessitant des investissements d'un montant d'1,1 milliard de dollars, s'étendrait des champs d'Uzen au port de Neka, en Iran, via le Turkménistan.

Au-delà du Kazakhstan, la Chine a également diversifié sa coopération en matière énergétique avec l'Ouzbékistan et le Kirghizstan³². Le 15 juin 2004, la CNPC et la compagnie Uzbekneftegaz ont signé un accord pour développer leur partenariat en matière de forage des puits de gaz et de pétrole ouzbeks. A l'occasion de la visite du président ouzbek Islam Karimov à Pékin le 25 mai 2005, les deux compagnies nationales chinoise et ouzbèke ont créé une joint venture afin de développer les champs dans les régions de Boukhara et de Khiva et d'investir plus de 600 millions de dollars dans cette perspective. De même au Kirghizstan, la CNPC a conclu un accord avec la Kyrghyzneftegaz le 26 juin 2002 afin de développer des gisements du sud du pays, reposant sur des investissements d'un montant de 300 millions de dollars. En mai 2004, une filiale de la société Sinopec s'est également engagée à participer à explorer les gisements kirghizes de la vallée d'Alaï.

La défense des intérêts supérieurs chinois dans cette région conjugue donc les instruments classiques de la diplomatie –dont on peut s'interroger sur leur efficacité réelle après le 11 septembre 2001- et les offensives économiques et notamment pétrolières dont les avancées s'inscrivent sûrement dans la durée.

³¹ Catherine Locatelli, « L'enjeu énergétique des relations entre la Chine et la Russie-Caspie », Revue de l'énergie, janvier-février 2005, vol. 56, n° 563, pp. 19-24.

³² Dépêche présentée par www.russia-eurasia.net

Conclusion de la 1^{re} partie :

Ayant atteint leurs objectifs majeurs en Asie centrale et notamment l'ouverture des marchés pétroliers à l'économie mondiale, les Etats-Unis prennent désormais en compte la question de l'énergie dans l'élaboration de leur politique vis-à-vis des républiques d'Asie centrale et du Caucase de façon relative. Les priorités de la politique des Etats-Unis en Asie centrale semblent évoluer vers un relatif désengagement.

La Russie s'attache à maintenir sa puissance dans un espace géopolitique désormais ouvert et fragmenté notamment par les intérêts pétroliers, ce qui n'est pas notablement contesté tant que les besoins énergétiques des grandes puissances sont sécurisés. La Russie semble accepter ce compromis.

L'influence chinoise en Asie centrale tend à croître sous l'effet d'une contiguïté territoriale créant une forte communauté d'intérêts en particulier face à la menace terroriste ; elle repose principalement sur le développement de la coopération en matière énergétique créant ainsi une interdépendance économique croissante. C'est donc avec la Chine³³ que devront composer les puissances russe et américaine en Asie centrale.

Il se dessine donc un nouvel équilibre : la Russie établissant des compromis raisonnables avec les pays Caspiens garderait le premier rôle, les Etats-Unis ayant pour priorité la liberté d'accès économique, afin de bénéficier du pétrole, ce qui profite aussi à la Chine. Malgré tous les ferments de crises, cette région semble se stabiliser validant ainsi la thèse selon laquelle le pétrole de la Caspienne constitue un enjeu géopolitique important, notamment parce qu'il dissuade toute les tentatives belligères, mais en aucun cas déterminant dans le nouveau « grand jeu » auquel se livre les grandes puissances.

³³ Même si l'Asie centrale ne constitue pas une priorité pour l'Union européenne, qui privilégie les pays de l'élargissement, il n'en reste pas moins qu'elle a développé des coopérations. Pour cela, elle a mis en place plusieurs programmes et notamment dans INOGATE le cadre du programme d'assistance technique TACIS créé en 1991 pour aider les pays de l'ex-URSS à réaliser leur processus de transition, à consolider leurs structures démocratiques et juridiques, et à développer leur économie de marché. L'objectif de INOGATE est d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en pétrole et gaz pour promouvoir l'intégration régionale des réseaux de pétrole et de gaz afin d'en faciliter le transport et attirer les capitaux des investisseurs privés et des institutions financières internationales. Cette action est donc marginale.

2^e Partie :
Le pétrole structure les politiques des pays riverains de la mer
Caspienne.

1/ Dépendances des politiques nationales à l'égard de l'exploitation des hydrocarbures.

Les pays du bassin Caspien cumulent des handicaps liés à l'histoire (avec la sortie du système économique soviétique), à la géographie (avec l'enclavement) et à la fatalité économique (avec la sortie du sous-développement). Les difficultés actuelles de la stabilisation macroéconomique placent le pétrole au cœur de leur espoir de développement futur. Le renforcement du poids économique de ces Etats est lié à l'exploitation des hydrocarbures qui impose ses conditions aux pouvoirs politiques nationaux, notamment dans son intégration à l'économie mondiale, ce qui va souvent de pair avec la pérennité de systèmes politiques corrompus.

→Malgré les spécificités de chaque pays, la transition économique des pays Caspiens a présenté des constantes³⁴, la plus significative étant la baisse du PIB en moyenne d'un tiers pour les Républiques de la CEI, le Kazakhstan ayant accusé une baisse de 30 % mais la chute étant de près de 50 % pour le Turkménistan. Encore aujourd'hui, la stabilisation macroéconomique est difficile ; les économies de la région peinent à sortir de l'héritage économique soviétique et sont, de plus en plus, en voie de tiers-mondisation. Si on exclut l'Iran et la Russie (dont le centre de gravité économique ne se trouve pas autour de la mer Caspienne), les économies de la région restent faibles ; le produit intérieur brut des cinq pays d'Asie centrale est inférieur à 200 milliards de dollars.

³⁴ Transition en plusieurs étapes : baisse très importante des agrégats de production entre 1990 et 1992 ; éclatement de la zone rouble à l'automne 1993 ; hyperinflation au cours des années 1993-1994 et impact de la crise russe (1998-1999).

Ce chiffre ne souffre d'aucune comparaison avec les grands pays asiatiques. A titre de comparaison, le poids de la région est inférieur à celui de la Malaisie et représente moins du tiers du PIB de l'Indonésie. Les économies de la région sont ainsi devenues de plus en plus dépendantes de l'aide et de l'investissement étrangers et l'investissement direct étranger (IDE) est nécessaire pour mettre en valeur les ressources de la région mais reste très faible³⁵. Malgré les hydrocarbures et les métaux, l'Asie centrale n'a reçu que 0,3 % des IDE investis dans le monde sur la période 1998-2000. Comme l'investissement extérieur est faible, les pays de la région ont ainsi recours à l'endettement extérieur. L'endettement total des pays du Caucase méridional et d'Asie centrale a dépassé les 25 milliards de dollars, ce qui représente en moyenne plus de 60 % du PIB de cette région. Plus que le chiffre, c'est le rythme d'accroissement qui est inquiétant. En effet, partis sans dette en 1992, ces Etats ont eu recours massivement à l'endettement à tel point que des pays de la région font déjà partie des pays les plus endettés au monde dix ans après l'indépendance, à l'instar du Kirghizstan et du Tadjikistan.

Devant l'obligation de commercialiser les ressources naturelles pour faire face aux problèmes de financement, l'exploitation des hydrocarbures revêt alors une importance capitale pour ces économies. Les économies riches en hydrocarbures de la région, Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan, deviennent ainsi de plus en plus des économies de rente³⁶ ; ils exportent des matières premières et importent des biens à forte densité technologique. Ainsi, la part du coton et de l'or dans les exportations totales de l'Ouzbékistan est de 60 %, les métaux et le pétrole représentent 45 % des exportations totales du Kazakhstan et le gaz et pétrole, 50 % des exportations totales du Turkménistan.

→ En plus de ces paramètres macroéconomiques qui handicapent leur évolution, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan sont confrontés à des défis économiques communs portant sur le mode de développement choisi et dans ce domaine, le rôle du secteur pétrolier est considérable. Des deux côtés de la mer Caspienne, les politiques économiques menées ont été fort différentes : les politiques économiques menées dans la dernière décennie par le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, d'une part et par

³⁵ Parmi les pays en transition, l'Asie centrale est le parent pauvre du point de vue de l'IDE. La BERD a calculé, sur la période 1989-1999, que l'IDE par habitant avait été de 668 dollars pour les pays d'Europe centrale et orientale. Pour les pays de la CEI, ce ratio était près de cinq fois inférieur, s'élevant à 140 dollars¹⁶. Si on excepte le Kazakhstan qui a attiré près de 80 % de l'IDE en Asie centrale, l'IDE est inférieur à 50 dollars par habitant.

³⁶ Pour Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan, Russie et Ouzbékistan
Hydrocarbures rapportés aux exportations totales (en %) 85,2 46,8 81 50,4 12,3
Hydrocarbures rapportés au PIB (en %) 30,5 24,7 68,7 21,5 4,3
Revenus provenant des hydrocarbures 36,2 27,5 42,0 30,1 14,8

l'Ouzbékistan et le Turkménistan d'autre, part ont été diamétralement opposées. Malgré ces différences de choix qui s'expliquent par les conditions économiques initiales dans lesquelles se trouvaient ces Etats lors de la chute de l'URSS, leurs perspectives économiques et politiques sont conditionnées par une constante qui apparaît comme un centre d'intérêt vital : le dynamisme de leur industrie énergétique. En fait, de façon assez déterministe, l'économie de ces pays est plus ou moins ouverte au marché mondial en fonction de la possibilité ou non de se procurer des ressources alternatives à l'exploitation des hydrocarbures. La situation politique est donc intimement liée au type d'exploitation des hydrocarbures.

Le développement économique des Etats Caspiens suit désormais deux logiques divergentes. La première est conforme aux souhaits de la communauté internationale avec une ouverture commerciale et du marché des taux de change avec la convertibilité de la monnaie nationale, un effort de privatisation des moyens de production pour attirer les capitaux étrangers. Le Kazakhstan et surtout l'Azerbaïdjan ont suivi très tôt cette voie. En effet, ces deux pays avaient impérativement besoin de capitaux et des savoir faire occidentaux pour reconvertir l'appareil de production et développer l'exploitation des hydrocarbures ou développer la production métallurgique. En particulier, les conditions naturelles particulièrement rudes du champ pétrolifère de Kashagan – le plus prometteur du Kazakhstan- requièrent une technologie avancée³⁷, et des investissements très conséquents détenus par les pays occidentaux exclusivement. Un investissement de 25 milliards d'euros y sera nécessaire sur 20 ans, tandis que les premières recettes n'interviendront qu'à partir de 2008 !

La seconde approche économique regroupe l'Ouzbékistan et le Turkménistan (dans ce dernier pays, cette politique est menée à son paroxysme). Ces deux Etats s'appuient sur un modèle de développement autocentré avec une substitution des importations. L'agriculture (et notamment le coton) fournit d'importants revenus aux budgets nationaux si bien que les pouvoirs ont préféré un engagement assez limité des entreprises étrangères et conserver aux mains de l'Etat le secteur pétrolier et gazier pour pérenniser le statu quo hérité de la période soviétique.

➔Le pétrole a un autre impact prégnant sur le style de vie politique des pays. En particulier la nature autoritaire et oligarchique des régimes en place est liée à l'exploitation des gisements pétroliers du pays. Des études empiriques montrent que, depuis la fin de la

³⁷ La pression du gisement est de 800 bars environ...au lieu de 400 bars habituellement,

seconde guerre mondiale, les pays possédant d'importantes ressources naturelles ont connu des taux de croissance plus faibles que ceux qui n'en avaient pas. « La malédiction des ressources naturelles » appelée aussi « la maladie hollandaise » semble la règle et non l'exception bien qu'aucune explication théorique de ce phénomène n'est pour lors reconnue universellement³⁸. Plusieurs canaux de transmission de cette relation négative entre ressources naturelles et croissance ont été avancés : un faible investissement dans l'éducation, un comportement rentier de la part des dirigeants de ces pays, une confiance excessive dans l'avenir qui conduit à l'adoption de politiques économiques inappropriées. Les pays du bassin Caspien ne semblent pas échapper à cette malédiction³⁹. L'afflux soudain de ressources financières lié à l'exploitation de matières premières semble avoir eu un impact sur la gestion politique des pays - la tendance à l'autoritarisme des régimes semblent catalysé par la rente pétrolière – et a renforcé l'inégalité de revenus. L'effet direct s'explique par l'enrichissement de l'élite au pouvoir, l'effet indirect induit un appauvrissement de la population à cause des phénomènes de la « maladie hollandaise ». En étant responsable de la distribution de la rente, l'élite au pouvoir consolide son pouvoir car elle peut créer des groupes de pression de poids à peu près égal mais concurrents et ainsi contrôler les divers partis politiques opposants. Ainsi, si cette théorie était validée dans la Caspienne, le pouvoir des Présidents Aliev, Nazarbaev et Niyazov ne seraient pas véritablement menacés pour peu qu'ils sachent redistribuer une partie de leurs revenus à une partie de l'oligarchie dirigeante.

L'analyse géoéconomique des pays Caspiens semble donc déboucher sur la mise en évidence d'un lien « déterministe » qui met en rapport le secteur pétrolier de ces Etats d'une part, la nature de la vie politique et la politique économique générale d'autre part. Dans cette mesure, le pétrole de la Caspienne paraît constituer un élément structurant de l'évolution politique régionale.

³⁸ Etude de Sachs et Warner (2001)

³⁹ En 2000, sur 90 pays étudiés par Transparency International pour connaître la perception de la corruption, le Kazakhstan était 66ème, la Russie 83ème et l'Azerbaïdjan 87ème. En 2002, ces pays sont respectivement 88ème, 74ème et 95ème sur 102 pays étudiés, c'est dire que la situation s'est améliorée sensiblement en Russie, détériorée pour le Kazakhstan et reste catastrophique en Azerbaïdjan

2/ Le tracé des pipelines et les politiques extérieurs.

Les pays du bassin Caspien sont les seuls Etats du monde enclavés avec des ressources importantes en hydrocarbures si on excepte le cas du Tchad. Cet handicap géographique, l'absence d'accès à la mer, a un impact économique négatif. L'enclavement provoque un déficit de croissance très important par rapport à un Etat côtier. D'après les calculs du FMI, les coûts de transport sont, pour un Etat enclavé en développement, deux fois supérieurs à ceux consacrés par un pays côtier en développement⁴⁰. La situation du Kazakhstan, grand comme cinq fois la France, est au cœur de cette problématique car ce pays n'a aucun accès à une mer ouverte. Un enclavement qui, par rapport au Moyen-Orient par exemple, induit un surcoût moyen de 3 à 5 dollars par baril qui peut même avoisiner les 12 dollars/barils pour les gisements du centre du pays. Ce surcoût est, par exemple, lié au passage des frontières. Tous ces pays, les pays producteurs d'hydrocarbures et les pays de transit, ont donc un problème partagé à résoudre et des intérêts communs se dégagent donc de leur géographie.

Le choix des routes d'exportation des hydrocarbures obéit à une rationalité économique mais surtout doit surtout être replacé dans le contexte post-soviétique car la Russie est à la fois la voie de l'ouverture au monde et celle de l'enfermement dans l'espace de l'ex espace soviétique. La proximité géographique, l'importance relative du marché et l'existence d'une infrastructure de transport datant parfois de l'époque soviétique confèrent à la Russie une position de quasi monopole. Par exemple, actuellement, la majorité du pétrole Kazakh est évacué via la Russie, notamment par le pipeline Atyrau-Samara qui en reçoit environ 25 Mt/an et le Caspian Pipeline Consortium (CPC) construit entre Tengiz et Novorossisk (1580 km de canalisations) qui transporte actuellement 22Mt/an et probablement 67 Mt/an à moyen terme. Cette situation privilégiée confère des atouts de puissance à la Russie : achat de la production énergétique à bas prix et instrumentalisation potentielle à des fins politiques.

Dans cette perspective, la diversification des voies d'exportations du pétrole et du gaz de la mer Caspienne a principalement deux finalités : se soustraire à la dépendance de la Russie et créer des conditions concurrentielles à la vente du produits. Ce débat qui a été au cœur des événements du sud Caucase dans les années 1990 avec la volonté politique américaine de construire l'oléoduc BTC, reste d'actualité puisque la production de pétrole

⁴⁰ il a été estimé que le transport continental est deux fois plus élevé que le transport maritime

du Kazakhstan va croître dans de grandes proportions. L'exploitation de Kashagan et le doublement de la capacité de production de Tengouiz, devraient saturer les capacités actuelles des pipelines d'ici à 2008 ; 100 Mt/an devront pouvoir être « sorties » du pays d'ici à 2015.

La voie Est-Ouest soutenue par les Etats-Unis permet d'évacuer le brut Kazakh. La pérennité de l'oléoduc, qui n'est pas rentable, semble aujourd'hui déterminée par l'évolution des réalités économiques parce qu'un consortium de compagnies -BTC Pipeline Company- lui donnent une rationalité économique. Déterminées à consolider la viabilité commerciale de la route turque et à lever les incertitudes de son financement, les compagnies pétrolières ont entamé des négociations avec les autorités kazakhes pour augmenter les volumes de production acheminés de Bakou à Ceyhan. Le Kazakhstan possède d'immenses réserves pétrolières qui, évacuées par la voie turque, contribueraient à rentabiliser les investissements. Outre le gisement de Tengouiz, dont la production est exportée vers le port russe de Novorossisk. Il s'agirait d'acheminer par tankers le pétrole kazakh d'Aktau, près du gisement de Kashagan, au port de Dubendi, près de Bakou. La perspective d'un prolongement de la route Bakou-Ceyhan vers le Kazakhstan pourrait donner une cohérence globale à la voie turque et donc à la diplomatie américaine. Cette perspective est discutée par les compagnies pétrolières, dont certaines – tel *ENI*, *Philips* ou *Total* – sont à la fois membres de la BTC Pipeline Company et du consortium exploitant le gisement de Kashagan. Elle est officiellement soutenue par les pouvoirs politiques à Washington, Ankara, Bakou, au Royaume uni, en Suisse, en Ukraine et en Italie. Un accord intergouvernemental a été signé en ce sens en septembre 2005. Il s'agit d'abord d'étendre la capacité du BTC de 1 à 1,7 millions de baril/jour. Il s'agit aussi d'étudier la faisabilité de transporter le pétrole des rives nord-Est de la mer Caspienne à Bakou pour exporter au moins 5 à 10 millions Mt/an via le BTC à partir de 2008, 20 Mt/an à terme. Cette traversée pose des problèmes techniques, financiers et juridiques : construction d'un terminal de stockage de brut à Kuyk (80 kilomètres du port kazakhstanais d'Aktau, d'un pipeline de 700 kilomètres entre Atyrau et Aktau, d'une flotte de navire de transport, d'un système de chargement à Bakou La création d'un pipeline traversant la Caspienne est difficilement envisageable tant que les cinq pays riverains ne se seront pas mis d'accord sur son statut légal de cette mer et notamment sur le partage de ses richesses. Cette question n'est pas tranchée à ce jour⁴¹.

⁴¹ Au cours d'une réunion des Etats riverains de la mer Caspienne à Achkhabad, les 11 et 12 novembre 1996, la Russie a reconnu à chaque Etat le droit d'exercer sa souveraineté sur une bande de 45 milles marins ; la zone qui se trouve au milieu de la mer devant être

Un grand nombre d'experts, y compris aux Etats-Unis, font référence à la géographie de la région du Caucase et de l'Asie centrale pour expliquer le nécessaire développement d'une coopération avec l'Iran. Politiquement cette voie demeure en effet inenvisageable tant que Washington s'y oppose et ne lève pas l'interdiction formulée dans l'Iran-Lybia sanctions acts (ISLA) remontant à 1996 et reconduite par le congrès en 2001⁴². Pourtant l'oléoduc KTI (Kazakhstan, Turkménistan, Iran) est considéré comme la voie la moins chère. Cette option « serait meilleure que le tracé Bakou-Ceyhan, meilleure que la solution chinoise, meilleure que la voie passant par la Russie » affirmait le président Nazerbaïev dans un entretien accordé le 25 mai 2004 au Financial Time et l'Iran semble sur le point de passer outre ce blocus ; le ministre iranien du Pétrole vient d'annoncer que l'Iran pourrait, à partir de septembre 2006, importer 100 millions de m³ de gaz (au lieu des 25 millions actuels) en provenance du Turkménistan. Cette déclaration a été faite au cours d'une réunion d'industriels, qui faisait suite à un entretien entre le président iranien et son homologue turkmène. D'après Kazem Vaziri-Hamaneh, les études de faisabilité en cours "montrent que le gazoduc de 140 km qui relie le Turkménistan aux régions du nord de l'Iran pourrait être connecté au réseau iranien"⁴³ dans un avenir proche.

Ce blocage politique qui semble s'inscrire dans la durée, fait le jeu de la RPC qui est parvenue à finaliser les contrats signés en 1997 avec le Kazakhstan, sur les termes de la construction d'un oléoduc. Même si dans un premier temps, ce pipeline utilisera un réseau datant de l'époque soviétique connectant la Sibérie à l'Ouzbékistan, ce nouvel oléoduc représentera, à terme, le premier pipeline d'exportation du pétrole kazakh ne transitant pas par le territoire russe ; il s'étendra sur 988 kilomètres entre le terminal kazakh d'Atasu (région de Karaganda) et le col d'Alataw (Alashankou). Aboutissant au Xinjiang, cette voie pourrait – selon Pékin – stabiliser la région. Elle devra surtout permettre l'acheminement de 10 millions de tonnes de pétrole par an à la Chine, devant être portés à 20 millions en 2011, soit 10 % des importations chinoises. Destiné à évacuer le pétrole de la région d'Aktyubinsk, le pipeline sino-kazakh pourrait, s'il était complété, également exporter l'ensemble des ressources de la mer la Caspienne. Le 11 mars 2003, la société chinoise Sinopec a en effet acheté 8,33 % des parts du consortium exploitant le gisement géant de

considérée en tant que propriété commune. L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont refusé de signer la Déclaration finale de la réunion. Plus tard, en février 1998, la Russie a avancé un projet de convention sur le statut légal de la Caspienne, en proposant le partage des fonds sous-marins tout en maintenant les eaux sous juridiction commune. L'Azerbaïdjan s'est opposé à cette solution. Cf. Arnaud Dubien, « Pétrole et gaz du Bassin caspien : de nombreuses incertitudes », La Revue internationale et stratégique, été 1999, no 34, pp. 75-91, notamment pages 84 et 85

⁴² Cette loi impose des sanctions à toute compagnie investissant plus de 40 millions de dollars (seuil réduit à 20 millions de dollars l'année suivante) dans le développement des ressources pétrolières en Iran.

⁴³ Dépêche publiée le 13/01/2006 par Renaud FRANCOIS, d'après Tehrantimes.com Téhéran, 13 janvier 2006

Kashagan, en mer Caspienne. La voie chinoise sera ainsi en compétition avec les pipelines existants, qu'il s'agisse de la voie russe (CPC) ou de la voie turque (BTC).

Les autres projets pour désenclaver le pétrole Kazakh sont au nombreux, ils visent à relier le réseau de transit russe à l'Europe occidentale, en contournant le détroit de Bosphore; ce qui suppose des débouchés sur la Méditerranée en passant par la Géorgie, l'Arménie et la Turquie, sur la mer Egée en traversant la Bulgarie et la Grèce, sur la mer Ionienne en passant par la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie, voire sur l'Adriatique en traversant toute l'Europe de l'Est. Ces projets ont l'avantage d'être ambitieux. Ils présentent, néanmoins, trois inconvénients : d'abord, ils privilégient les intérêts russe; ils requièrent que le pétrole soit transporté en navires-citernes sur la mer Noire pour atteindre les terminaux situés sur les rives occidentales de cette mer; enfin, ils se heurtent à la concurrence des projets proposés, pour l'instant timidement, par les Etats du GUUAM, groupement d'Etats destiné à contrebalancer l'influence de la CEI .

La géographie impose des contraintes aux États d'Asie centrale et l'enjeu que représente le choix des voies d'exportations des ressources énergétiques de la Caspienne est stratégique⁴⁴. Les oléoducs et gazoducs lient de façon durable les pays dont ils traversent le territoire, et structurent ainsi de nouveaux rapports géopolitiques. Le choix des pays de transit définit les zones d'influences politiques pour une durée considérable et contribuera à façonner les relations internationales tant que les pipelines sont opérationnels. La situation du Kazakhstan est, à cet égard, emblématique puisque « structurellement », ces intérêts sont équitablement partagés entre la Chine, la Russie et l'Occident en général. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les grandes puissances participent, aux côtés des compagnies pétrolières, à la définition des axes de coopération en la matière et dans cette mesure, on peut penser que le nouveau « grand jeu » se matérialise dans le tracé des pipelines.

⁴⁴ « Les accords, traités et alliances peuvent être ignorés, désavoués ou réinterprétés, tandis que l'existence de pipelines dépasse les circonstances qui les ont créés » Laurent Ruseckas

« Energy and Politics in Central Asia and the Caucasus » *AccessAsia Review*, July 1998,

Conclusion finale

Depuis la fin de l'URSS, l'histoire des pays riverains de la mer Caspienne évolue rapidement, rythmée notamment par des influences internationales qui revêtent des aspects protéiformes. Les Etats-Unis, la Russie et la Chine, acteurs majeurs de la scène géopolitiques du monde caspien, y agissent pour défendre leurs intérêts auprès des Etats de la région qui eux-mêmes sont mus par des logiques propres. Ces entreprises renvoient, à l'évidence, à la dynamique du « grands jeux » du XIX^e. Et dans ce nouveau « grands jeux », la Russie et la Chine essayent de reprendre le rôle dominant dans la région, rôle qu'elles ont cédé aux Etats-Unis suite aux attentats du 11 septembre.

Le Pétrole est l'une des données de cette lutte. C'est un objet de convoitise pour les USA et la Chine ; c'est une variable utilisée par la Russie pour maintenir son influence sur les marches de son ancien empire ; c'est aussi un moyen d'obtenir des ressources pour les Etats producteurs ou qui contrôlent les pipelines. En ce sens, l'exploitation des ressources énergétiques représente un intérêt partagé de grande valeur qui impose ses lois : un environnement stable propice à l'économie, la prise en compte du marché mondial et la recherche constante du consensus, au moins implicite, des grandes puissances. Dans cette logique, le tracé des pipelines est un des facteurs de coopération et de recomposition qui structurent les relations des pays de la région et la sécurité régionale comme un nouveau 1907, voire un nouveau Yalta.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Aymeric CHAUPRADE, *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2003.

Patrick KARAM, *Asie centrale, le nouveau grand jeu*, Paris L'harmattan, 2002.

Jean RADVANYI, *Les Etats post soviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoire économiques*, Paris, Armand Colin, collection U, 2004.

Hélène CARRERE d'ENCAUSE, *L'Empire d'Eurasie, une histoire de l'empire russe de 1552 à nos jours* édition Fayard, 2005

Philippe MOREAU DEFARGES *Relations internationales, Question régionales*, Paris, Edition du Seuil 5^e édition, 2003

BRZEZINSKI Zbigniew, *Le vrai choix, L'Amérique et le reste du monde*, pour la traduction française : Paris, Odile Jacob, 2004.

Articles

Rapport de l'HHEDN, 51^e session, 2^e phase, *Les rivalités pétrolières autour du pétrole de la mer Caspienne : une menace pour la sécurité européenne ?* <http://www.ihedn.fr>.

Annie JAFALIAN, *Russie, Etats-Unis, Asie centrale : La nouvelle version du « grand jeu »*, Annuaire stratégique et militaire, hiver 2003-2004, n°28, p 54.

Annie JAFALIAN, *L'oléoduc Bakou-Ceyhan : paradoxes et cohérences de la stratégie américaines des pipelines*, Politiques étrangères, printemps 2004, N°1, p 63.

Annie JAFALIAN, *Asie centrale : quels partenariats stratégiques pour les Etats-Unis ?*, Annuaire stratégique et militaire, Paris ,FRS, Odile Jacob, 2004.

Annie JAFALIAN, *La politique américaine concernant les enjeux énergétiques dans la région de la mer Caspienne*, FRS, février 2003, disponible sur Intradef/DAS

Annie JAFALIAN, *Vers une militarisation de la mer Caspienne ? Le projet de la CASFOR*, notes de la FRS du 30 oct 2005 disponible sur le site de la FRS

Gaidz MINASSIAN, *La sécurité du Caucase du Sud*, Politique étrangère,..... p 784.

Djalili (Mohammed-Reza) et Kellner (Thierry), *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, PUF, 2003.

Colloque du lundi 12 septembre 2005 organisé par la FRS à la maison de la Chimie, *sécurité énergétique : vers de nouveaux rapport de forces ?* Exposés de Bernard SITT (FRS), philippe Copinshi

Général PARIS *L'oléodoc Bakou-Tbilissi-Ceyhan facteur notable d'instabilité* ; *Géostratégie* N°9, p77.

Alain GRESH, « Les Républiques d'Asie centrale s'engagent sur des chemins différents », *Le Monde diplomatique*, décembre 1992.

Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, *Nostalgie impériale* , *Politique internationale*, printemps 1997, no 75

J. Joseph, *Pipeline Diplomacy: The Clinton Administration's Fight for Baku-Ceyhan*, Princeton University, Woodrow Wilson School Case Study, janvier 1999.

Mathieu AUZANNEAU et Guillaume SERINA, *La grande inconnue des réserves*, *Le Monde* ; Dossiers et documents articles de novembre 2005 p 4.

Les Etats d'Asie Centrale

Commonwealth of Independent States - Central Asian States



802384 (R00030) 5-95

